

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise - CS 50551
57036 Metz cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 31 janvier 2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11 octobre 2022

Partie nominative

TTM Environnement (ex Recywaste Env)

6, rue Denis Papin
ZI
57690 Créhange

Affaire suivie par : Matthieu Chavanel
Téléphone : 03 54 44 02 93
Courriel : matthieu.chavanel@developpement-durable.gouv.fr
Références : [CREHANGE_TTM_2023-01-31_RAPVI-ECHEANCES_MChB_31930](#)
Code AIOT : 0006207902

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 11 octobre 2022 de l'établissement TTM Environnement (ex Recywaste Env) implanté 6, rue Denis Papin ZI 57690 Créhange. Le présent rapport rend compte de cette visite.

Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :

- Matthieu Chavanel, Unité départementale de la Moselle, Division Moselle Est – Pôle de Forbach, inspecteur de l'environnement.

Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :

- Angélique Jeudy, Responsable QSE de la société TTM Environnement.

Le courriel d'échange avec l'administration est : a.jeudy@ttm-environnement.fr.

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement	La cheffe de la subdivision M1	L'adjointe au chef de l'unité départementale
Matthieu Chavanel	Lisa Vincent	Emilie Rachenne

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 11 octobre 2022 de l'établissement TTM Environnement (ex Recywaste Env) implanté 6, rue Denis Papin ZI 57690 Créhange, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le préfet les propositions suivantes.

Considérant l'exécution complète des conditions imposées qui ont conduit à prononcer une astreinte pour les installations relatives aux dispositions contrôlées et rappelées ci-après, il est proposé de **lever l'astreinte** mise en place pour les dispositions contrôlées et rappelées ci après :

- Isolement des eaux polluées - Référence réglementaire : Arrêté préfectoral rendant redevable la société TTM d'une astreinte administrative n° DCAT/BEPE/n°2022-141 du 18 juillet 2022 : Article 1.

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise - CS 50551
57036 Metz cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80

Metz, le 31 janvier 2023

ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11 octobre 2022

Contexte et constats

Publié sur 

TTM Environnement (ex Recywaste Env)

6, rue Denis Papin
ZI
57690 Créhange

Références : [CREHANGE_TTM_2023-01-31_RAPVI-ECHEANCES_MChB_31930](#)
Code AIOT : 0006207902

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11 octobre 2022 dans l'établissement TTM Environnement (ex Recywaste Env) implanté 6, rue Denis Papin ZI 57690 Créhange. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TTM Environnement (ex Recywaste Env)
- 6, rue Denis Papin ZI 57690 Créhange
- Code AIOT : 0006207902
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société TTM Environnement est autorisée à exploiter une déchetterie industrielle sur le territoire de la commune de Créhange, par arrêté préfectoral modifié n° 2010-DLP/BUPE-133 du 30 mars 2010.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi des échéances.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant.

Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant.

Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité.
Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté préfectoral de mise en demeure du 18 juillet 2022, article 1	Mise en demeure	Sans objet
2	Isolement des eaux polluées	Arrêté préfectoral rendant redevable d'une astreinte administrative du 18 juillet 2022, article 1	Astreinte administrative	Levée d'astreinte

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de revenir sur la mise en demeure concernant la fréquence de contrôle des poteaux incendie et l'astreinte administrative relative au dimensionnement du bassin de confinement destiné à recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie. L'exploitant a pris des actions correctives permettant de lever ces non-conformités ayant fait l'objet d'une mise en demeure et d'une astreinte administrative le 18 juillet 2022. L'astreinte administrative n° DCAT/BEPE/2022-141 du 18 juillet 2022 est à liquider. D'autre part, l'ensemble des prescriptions ayant fait l'objet de la mise en demeure n° DCAT/BEPE/2021-181 du 18 juillet 2021 est désormais respecté.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de mise en demeure du 18 juillet 2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Lors de la visite d'inspection du 19 janvier 2022
Prescription contrôlée : La société TTM Environnement, implantée 6 rue Denis Papin, Zone Industrielle, Créhange (57690), est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées à Créhange dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 6.6.2 de l'arrêté préfectoral n° 2010-DLP/BUPE-133 du 30 mars 2010 modifié susvisé : <i>« [...] L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et l'inspection des installations classées. La fréquence de contrôle est au moins annuelle. » ;</i>
Constats : Lors de la visite d'inspection du 19 janvier 2022, l'inspection a constaté que la fiche de contrôle présentée par l'exploitant attestant du débit délivré par les poteaux incendie situés à l'extérieur du site ne respectait pas la fréquence de contrôle annuelle imposée par l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié de l'exploitant du 30 mars 2010. Le jour de la visite, l'exploitant a présenté un plan de répartition des moyens incendie. Le site dispose de 3 poteaux incendie situés à moins de 100 mètres à l'extérieur de l'installation. L'exploitant a présenté une fiche de contrôle du District Urbain de Faulquemont (DUF) du 18 août 2022 attestant que les poteaux incendie situés à proximité du site de TTM Environnement sont en mesure de desservir un débit de 130 m³/h pendant 2 heures.
Observations : La prescription de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18 juillet 2022 susmentionné, concernant l'article 6.6.2 de l'arrêté préfectoral n° 2010-DLP/BUPE- 133 du 30 mars 2010 modifié susvisé , est respectée. L'action de l'exploitant met fin à la mise en demeure.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Isolement des eaux polluées

Référence réglementaire : arrêté préfectoral n° 2022-DCAT-BEPE-141 du 18 juillet 2022 d'astreinte administrative, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, capacité de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Lors des visites d'inspection des 21 juin 2021 et 19 janvier 2022
Prescription contrôlée : <p>La société TTM Environnement implantée 6 rue Denis Papin, Zone Industrielle, Créhange (57690), est rendue redevable d'une astreinte d'un montant journalier de 60 euros (soixante euros) jusqu'à satisfaction des dispositions reprises par l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° DCAT/BEPE/2021-181 du 30 août 2021, relatif à l'article 6.6.5.1 de l'arrêté préfectoral n°2010 DLP/BUPE-133 du 30 mars 2010 modifié.</p> <p>Il est sursis à l'exécution de l'astreinte pendant 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Au terme de ce délai, si les dispositions reprises par l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° DCAT/BEPE/2021-181 du 30 août 2021 sont satisfaites, alors l'astreinte n'est plus exigible et ne peut plus être recouvrée. Dans le cas contraire, l'astreinte peut être liquidée complètement ou partiellement par arrêté préfectoral, en prenant comme point de départ de la liquidation la notification du présent arrêté.</p> <p><u>Article 1^{er} de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° DCAT/BEPE/2021-181 du 30 août 2021 :</u></p> <p>La société TTM Environnement, dont le siège social est situé 297, Chemin de l'Ecluse - ZI du Pré à Varois 54670 Custines, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées à Créhange dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions suivantes : [...]</p> <ul style="list-style-type: none">◦ de l'article 6.6.5.1 de l'arrêté préfectoral n°2010-DLP/BUPE-133 du 30 mars 2010 modifié susvisé : « Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par les articles 3.3.7 et 3.3.8. Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par le lessivage des toitures, sols, aire de stockage, est collecté dans un bassin d'orage. Les bassins peuvent être confondus, auquel cas leur capacité tient compte à la fois des volumes des eaux de pluie et d'arrosage d'un incendie majeur sur le site : en tout état de cause le volume utile de ce bassin est d'au moins 308 m².[...] » <p>Constats : Lors de la visite du 21 juin 2021, il a été constaté que le site était dépourvu de bassin de confinement et de bassin d'orage. La société TTM environnement a été mise en demeure, par arrêté préfectoral n° DCAT/BEPE/2021-181 du 30 août 2021, dans un délai de 2 mois de respecter l'article 6.6.5.1 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2010 modifié autorisant la société Creaplast à poursuivre l'exploitation du centre de valorisation de matières plastiques, cartons, papiers et à exploiter une déchetterie industrielle sur le territoire de la commune de Créhange.</p> <p>Par courriel du 29 octobre 2021, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none">• Une proposition de projet pour le confinement des eaux incendie ;• Un calcul des besoins en eau pour la lutte contre l'incendie au niveau du bâtiment (D9) ;• Un dimensionnement du volume de rétention des eaux extinction incendie (D9a). <p>Cependant, les documents fournis le 29 octobre 2021 pour le projet de confinement des eaux incendie présentent un écart de dimensionnement du débit minimal requis pour la lutte incendie (D9) et donc in fine du volume de rétention du bassin, avec celui indiqué dans le dossier de demande d'autorisation.</p>

<p>Lors de la visite du 19 janvier 2022, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier cet écart, il a également été constaté que la rétention n'a pas été mise en place et l'exploitant n'a pas apporté d'éléments nouveaux sur la création d'une rétention additionnelle.</p> <p>Par courriel du 17 mars 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées son engagement à mettre en place une rétention pour les eaux incendie d'un volume global de 308 m³, conformément au dossier de demande d'autorisation. L'exploitant s'est engagé à communiquer à l'inspection dès réception des devis, un échéancier de travaux. L'inspection a contacté l'exploitant le 24 juin 2022 pour connaître les suites apportées depuis le 17 mars 2022, sans retour de l'exploitant.</p> <p>A la suite de la visite d'inspection du 19 janvier 2022, la société TTM environnement est rendue redevable d'une astreinte administrative d'un montant journalier de 60 euros, prononcée par arrêté préfectoral n° 2022-DCAT-BEPE_141 du 18 juillet 2022, avec sursis à l'exécution de deux mois.</p> <p>Le 11 octobre 2022, l'inspection a constaté que le site dispose d'une cuve de 130 m³ pour la rétention des eaux incendie. De plus, une aire imperméabilisée sur le site permet de contenir un volume de rétention des eaux incendie de 187 m³. Au total, le volume de rétention permettant de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie disponible sur le site est de 317 m³.</p> <p>Observations : L'exploitant a mis en place des rétentions d'un volume minimum de 308 m³ permettant de recueillir les eaux polluées lors d'un accident ou un incendie. Lors de l'inspection du 11 octobre 2022, il a été constaté que cette rétention est achevée. Les prescriptions de l'article 6.6.5.1 de l'arrêté préfectoral n° 2010-DLP/BUPE-133 du 30 mars 2010 modifié susvisé sont donc respectées. Cette prescription a fait l'objet d'une astreinte administrative qui peut désormais être liquidée. Un projet d'arrêté préfectoral portant liquidation est joint au présent rapport. L'action de l'exploitant met également fin à la mise en demeure.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée d'astreinte</p>

Projet d'arrêté préfectoral
Portant liquidation d'un montant de 1 380 € (mille trois cent quatre-vingts euros)
de l'astreinte administrative journalière prise à l'encontre de
la société TTM Environnement à Créhange

VU le code de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;

VU la circulaire du 19 juillet 2013 relative à la mise en œuvre des polices administratives et pénales en matière d'Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2010-DLP/BUPE-133 du 30 mars 2010 modifié autorisant la société CREPLAST à poursuivre l'exploitation du centre de valorisation de matières plastiques, cartons, papiers et à exploiter une déchetterie industrielle sur le territoire de la commune de Créhange ;

VU le courrier de TTM Environnement du 6 septembre 2016 informant Monsieur le préfet de la Moselle du changement d'exploitant depuis le 13 janvier 2016 ;

VU l'arrêté préfectoral n° DCAT/BEPE/2021-181 du 30 août 2021 mettant en demeure la société TTM Environnement de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, l'article 6.6.5.1 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2010 modifié susvisé, qui dispose que « les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par les articles 3.3.7 et 3.3.8. Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, etc. est collecté dans un bassin d'orage. Les bassins peuvent être confondus, auquel cas leur capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'arrosage d'un incendie majeur sur le site ; en tout état de cause le volume utile de ce bassin est d'au moins 308 m³. Les bassins sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.», au plus tard dans un délai de 2 mois ;

VU l'arrêté préfectoral n° DCAT/BEPE/2022-141 du 18 juillet 2022 rendant redevable d'une astreinte administrative au titre du code de l'environnement la société TTM Environnement à Créhange ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du xx ;

CONSIDERANT que, lors de l'inspection du 11 octobre 2022, il a été constaté que les travaux permettant d'accueillir une rétention de 308 m³ ont été réalisés ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de liquider le montant de l'astreinte administrative journalière à l'encontre de la société TTM Environnement pour la période du 18 septembre 2022 au 11 octobre 2022 inclus dès lors que les prescriptions de l'article 6.6.5.1 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2010 modifié sont respectées le 11 octobre 2022 ;

CONSIDERANT qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} :

L'astreinte administrative journalière prise à l'encontre de la société TTM Environnement est liquidée pour la période du 18 septembre 2022 au 11 octobre 2022 inclus, la société TTM Environnement ayant démontré le respect des dispositions les prescriptions de l'article 6.6.5.1 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2010 modifié, par la réalisation d'une rétention des eaux polluées par un accident ou un incendie d'un volume de 308 m³ le 11 octobre 2022.

A cet effet, un titre de perception d'un montant de 1 380 € (mille trois cent quatre-vingts euros) est rendu immédiatement exécutoire auprès du directeur départemental des finances publiques.

La somme liquidée ne pourra pas être restituée à l'exploitant.

Article 2

Voies et recours.

Article 3

Publicité et exécution de l'arrêté.